

PREMIÈRE EVALUATION DU 5^e FORUM MONDIAL DE L'EAU



Le 5^e Forum mondial de l'eau s'est terminé il y a quelques jours à Istanbul. Qu'est-il ressorti de cette manifestation mondiale ? Quelles sont les premières leçons que nous pouvons en tirer ?

1. Faits et chiffres

Au plan de la participation, ce Forum a atteint des records, tant au plan de la quantité que de la diversité des participants. Des efforts particuliers ont été faits pour faciliter la participation des pays en développement, avec l'attribution de 1000 subventions, ainsi que des ONG puisque 40 stands leur ont été mis à disposition gratuitement dans l'exposition du Forum.

On estime que quelque 25 000 personnes ont participé au Forum d'une manière ou d'une autre, représentant des gouvernements nationaux et locaux, des agences des Nations Unies, des organisations intergouvernementales, des organisations de la société civile, ainsi que la communauté académique, celle des exploitants de l'eau, le monde des affaires et de l'industrie, les groupes autochtones, les jeunes et les médias. Plus de la moitié de ces participants étaient turcs. Au total, 182 pays étaient représentés. Environ 1000 participants ont assisté à l'une des quatre manifestations politiques, à savoir les manifestations destinées 1) aux chefs d'État, 2) aux ministres, 3) aux autorités locales et 4) aux parlementaires. Quelque 1000 journalistes ont également participé au forum, dont environ 700 journalistes des médias internationaux.

Le Forum était articulé autour des principaux processus suivants :

- Un processus thématique, qui a impliqué pendant plus de deux ans plus de 400 organisations dans le monde, représentant tous les types d'acteurs, et qui a donné lieu à 106 sessions thématiques et plus de 150 manifestations parallèles ; cinq tables rondes de haut niveau ont également été organisées afin de mettre en valeur des sujets précis : catastrophes d'origine hydrologique ; adaptation aux changements climatiques ; l'eau, l'alimentation et l'énergie ; l'assainissement, le financement des infrastructures et des services dans le domaine de l'eau.
- sept processus régionaux, qui ont mobilisé des acteurs locaux afin de définir les questions prioritaires de leurs régions et préparer un rapport spécifique qui a été présenté au cours d'une session dédiée. Les 7 régions étaient : l'Afrique, les pays arabes, les Amériques, la région Asie — Pacifique, l'Europe, la région méditerranéenne ainsi que la Turquie et les régions alentour.
- quatre processus politiques (voir ci-dessus) axés sur un sujet unique : les stratégies d'adaptation de la gestion de l'eau aux changements mondiaux. L'objectif consistait à définir les actions prioritaires nécessaires pour l'avenir, aux divers niveaux politiques.

Chacun de ces processus avait son propre programme pour la semaine. Toutefois, le dialogue entre les différents processus a également été favorisé, notamment i) par un dialogue entre les parlementaires et les autorités locales, spécifiquement organisé sur les thèmes de la décentralisation et du droit à l'eau, ii) par un dialogue tripartite entre les gouvernements nationaux, les autorités locales et les parlementaires, qui a permis de mettre en lumière les avis respectifs de ces

trois groupes sur leur rôle dans le traitement des changements mondiaux actuels et iii) par des tables rondes ministérielles impliquant des représentants de tous les acteurs, organisées sur huit thèmes prioritaires.

2. Points forts thématiques

6 grands thèmes ont été abordés :

1	changements mondiaux et gestion des risques
2	faire avancer le développement humain et les OMD ¹
3	gestion et conservation des ressources en eau et de leurs systèmes d'approvisionnement en vue de satisfaire les besoins humains et environnementaux
4	gouvernance et gestion
5	financement
6	éducation, connaissance et renforcement des capacités

A ce stade, il n'est pas possible de résumer les résultats des centaines de manifestations qui se sont déroulées durant la semaine. Quelques points peuvent néanmoins être dégagés.

- Les questions relatives aux risques et à l'adaptation aux changements climatiques ont reçu plus d'attention que jamais ;
- La portée des thèmes abordés lors du Forum s'est élargie : l'accent a été mis par exemple sur les interactions entre les politiques de l'eau et les politiques énergétiques ou sur les interactions complexes entre l'eau, l'alimentation et l'énergie ;
- Le concept d'eau virtuelle a été discuté plus avant et deux évolutions intéressantes, qui élargissent ce concept et le rendent plus concret, ont été présentées et discutées : i) l'approche du Global Water Tool (l'eau : un outil global) aide les entreprises à évaluer et réduire les risques liés à l'eau, et ii) l'approche du Water Stewardship (intendance de l'eau) a pour but d'élaborer un label de qualité pour les produits qui utilisent l'eau de manière durable.
- Les questions transfrontalières relatives à l'eau ont été largement débattues, ainsi qu'il était prévisible, compte tenu du lieu où se déroulait le Forum ; le débat s'est tenu durant les sessions thématiques où les experts en eau de différentes régions ont échangé leurs points de vue, dans le cadre du processus parlementaire. La séance

1. Objectifs du Millénaire pour le Développement.



de la Journée mondiale de l'eau des Nations Unies a également été entièrement consacrée à cette question. Il est prévu que de nouveaux pays ratifient la Convention des Nations Unies de 1997 relative aux utilisations des cours d'eaux internationaux à des fins autres que la navigation. La France a déjà annoncé son intention de ratifier cette convention dans les prochains mois.

- La nécessité de trouver un meilleur équilibre entre les politiques axées sur la demande et les politiques plus traditionnelles basées sur l'offre a été soulignée à plusieurs reprises, fait qui peut être attribué à la rareté croissante de l'eau dans plusieurs régions.
- La question des interactions entre l'eau douce et les eaux côtières a été abordée pour la première fois.
- Le droit à l'eau et à l'assainissement a également fait l'objet de beaucoup d'attention dans tous les processus. Il paraît notamment clair qu'en dépit des difficultés d'un petit nombre de pays à admettre ce principe, sa mise en œuvre a beaucoup progressé, puisque 32 pays l'ont désormais intégré dans leur cadre juridique et qu'il a été soutenu dans plusieurs déclarations intergouvernementales. Le principal débat a porté sur le fait de savoir non pas si l'eau était un droit ou un besoin, mais s'il s'agissait d'un droit humain ou d'un droit social et économique. A ce stade, la plupart des pays acceptent la seconde proposition mais attendent une évaluation poussée des implications de la reconnaissance de l'eau en tant que droit humain.

3. Quelques résultats tangibles

Les paragraphes ci-après abordent certains des résultats tangibles. On s'emploie actuellement à dégager un meilleur aperçu des différentes conclusions et résultats qui ont été discutés et ont fait l'objet d'un accord.

3.1. Le Pacte d'Istanbul pour l'eau

L'un des principaux résultats a été obtenu lors du processus politique des autorités locales et régionales, avec le Pacte d'Istanbul pour l'eau, qui représente un nouveau pacte des autorités locales, disposées à s'engager pour adapter leur infrastructure et les services relatifs aux ressources en eau aux nouveaux défis qu'elles doivent relever. Entre autres défis figurent les changements climatiques, la croissance urbaine rapide, l'appauvrissement et la pollution des ressources en eau ou encore le vieillissement de l'infrastructure.

Par ce Pacte, les signataires s'engagent à préparer des plans d'action pour analyser ces défis et les gérer, à définir une série d'indicateurs et à rendre compte des progrès réalisés, lors du prochain Forum mondial de l'eau.

250 représentants des autorités locales et régionales de 43 pays, étaient présents à Istanbul et 58 d'entre eux ont déjà signé le Pacte mondial de l'eau. Dix grandes villes comme Vienne, Lausanne, Incheon, Paris ou Buenos Aires se sont même engagées à devenir des « villes championnes » du Pacte et comptent profiter de l'élan ainsi acquis, et coordonner les travaux réalisés sur des sujets donnés.

3.2. Un Helpdesk pour les parlementaires

Les 250 parlementaires présents au Forum sont convenus que la question de l'eau devait figurer en meilleure place sur leur ordre calendrier et que, pour jouer leur rôle de manière plus efficace, il leur fallait échanger des expériences et des ressources, afin de voir comment améliorer leur travail de préparation et d'évaluation des politiques relatives à l'eau, de contrôle des budgets nationaux et de ratification des conventions internationales.

L'émanation la plus concrète de ce processus est la création d'un *helpdesk* législatif ou centre d'assistance pour les parlementaires, destiné à faciliter à ces derniers le partage des expériences et des ressources juridiques. Ce service d'assistance doit être mis en place au cours de l'année qui vient.



3.3. Le Guide pour l'eau d'Istanbul

Les Gouvernements ne se sont pas contentés de négocier une déclaration ministérielle. A la suite d'un processus pluriel, ils ont également élaboré le « Guide pour l'eau d'Istanbul » qui énumère 140 recommandations concernant des actions concrètes à mettre en œuvre pour améliorer la sécurité de l'eau et la gestion de l'eau à tous les niveaux. La préparation de cette liste de recommandations s'est faite par la synthèse d'une trentaine de déclarations internationales qui ont été discutées avec les représentants de plus d'une centaine de Gouvernements ainsi qu'avec des organisations internationales et des représentants des principaux groupes.

Ce guide a pour but d'aider à la mise en œuvre effective des différents engagements contenus dans la déclaration ministérielle.

3.4. Un plan d'action en vue de réduire le nombre de victimes des catastrophes liées à l'eau

Les catastrophes d'origine hydrologique ont provoqué plus de morts et de destructions que jamais ces dernières années. Pourtant, la communauté mondiale ne s'est pas penchée sur cette question, comme le montre le fait que les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ne font mention d'aucun objectif à cet égard.



Afin de régler cette question, après le 4^e Forum mondial de l'eau, un groupe d'experts de haut niveau a été mis en place pour préparer un plan d'action afin de réduire le nombre de victimes des catastrophes liées à l'eau et de s'assurer qu'elles reçoivent l'eau et les services d'assainissement adéquats. Le plan a été présenté lors du Forum ainsi qu'à l'occasion d'une table ronde ministérielle sur ce thème. Le suivi de ce plan sera assuré par l'UNSGAB (Conseil consultatif sur l'eau et l'assainissement du Secrétaire général de l'ONU) ainsi que par les Gouvernements présents à cette table ronde. En outre, un certain nombre de pays se sont engagés à entamer une action supplémentaire spécifique sur les sécheresses et les famines, thèmes qui n'ont pas été abordés par le groupe d'experts de haut niveau.

4. Quelques conclusions

- Après cinq éditions, le Forum mondial de l'eau a atteint sa maturité tant dans le processus préparatoire que dans l'exécution et dans la diversité des participants. Il est devenu un outil important pour la communauté des ressources en eau, afin d'arriver, en collaboration avec les décideurs, à une compréhension commune des questions essentielles, pour renforcer les partenariats et déclencher une action. Cet outil devrait désormais être utilisé pour conduire à des mesures à tous les niveaux.

- Pour que cet élan ne se démente pas, il est nécessaire d'assurer le suivi des propositions et des engagements des participants. Le Forum ne devrait pas être une conférence triennale mais un processus triennal destiné à promouvoir le programme mondial d'action sur l'eau.

Daniel ZIMMER
Directeur associé
Conseil mondial de l'eau